

# L'aménagement du territoire et les régions économiques en retard

Autor(en): **Gaudard, G.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Habitation : revue trimestrielle de la section romande de l'Association Suisse pour l'Habitat**

Band (Jahr): **42 (1969)**

Heft 11

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-126762>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

# L'aménagement du territoire et les régions économiques en retard

par G. Gaudard, professeur à l'Université, Fribourg\*

26

## Le cas du canton de Fribourg

Selon une opinion encore fort répandue, l'aménagement du territoire ne devrait concerner que les régions dont l'économie est très développée. Dans ces zones riches, l'effet d'agglomération attire puissamment les hommes et les activités. Chaque phase nouvelle d'essor y rend plus sensible la pénurie d'espace, en sorte que l'organisation s'impose pour éviter la congestion.

Or, il faut reconnaître que cette conception restrictive est erronée. Deux raisons principales en convainquent :

– d'abord, les faits démontrent que, dans plusieurs pays industrialisés, les politiques spatiales ne se confinent plus aux pôles industriels et commerciaux. Les programmes du «Town and Country Planning» britannique touchent autant le nord en perte de vitesse que l'agglomération londonienne en croissance rapide, et la régionalisation prévue en France vise à la fois le «désert français»<sup>1</sup> et Paris. L'aménagement prend même pied aujourd'hui dans certaines nations du tiers monde: la construction de Brasilia est un exemple de ces actions en espace ouvert;

– ensuite, le raisonnement conduit à admettre qu'un équilibre satisfaisant de l'espace – à quoi veut tendre précisément l'aménagement du territoire – ne peut pas résulter de la seule organisation des lieux forts. Cet objectif implique aussi une intervention dans les régions faibles,

dont les pertes migratoires et l'insuffisance des équipements de tous ordres sont logiquement liées à l'expansion démesurée d'autres points du pays.

Mais, pour les régions économiques en retard, l'aménagement du territoire revêt un intérêt tout particulier. Il leur offre en effet un appui pour sortir de leur condition inférieure, voire pour rompre le processus cumulatif qui les sépare de plus en plus des contrées les plus riches de la nation<sup>2</sup>. C'est cet aspect que la présente étude veut analyser plus spécialement en deux parties, qui seront consacrées respectivement aux problèmes de l'équilibre extérieur et de l'équilibre intérieur des régions moins développées. Tout au long de ce travail, le cas du canton de Fribourg servira de référence concrète. Certes, la dimension régionale, au sens qu'on lui prête actuellement, excède la taille d'un seul des vingt-deux Etats helvétiques. Néanmoins, pour la commodité de l'observation statistique, l'échelle cantonale est pour l'instant la plus adéquate; elle constitue en outre un espace-plan qu'il convient de respecter.

## L'équilibre entre les régions

Les régions économiques en retard – ces zones faibles de l'espace national à aménager – se reconnaissent bien

\*Conférence tenue le 26 mars 1969, lors de l'assemblée générale du Groupe fribourgeois de l'ASPAN.

liste des articles retenus sur une formule ad hoc comme sous 2. ci-dessus, et l'architecte reçoit en retour les exemplaires explicites demandés.

## Vers un catalogue intégré

Cependant que le CRB travaillait à l'élaboration du *Catalogue des articles normalisés*, de leur côté d'autres groupements élaboraient des catalogues du même genre, mais afférents au génie civil. En particulier l'Union suisse des professionnels de la route (présidée par M. Dubochet) consacrait à la construction routière le *Catalogue VSS*; l'Office fédéral des routes et des digues publiait un *Catalogue des ponts*; enfin un bureau tessinois chargé de mandats de tunnels, celui de M. Lombardi, docteur ès sc. tech., ingénieur, membre du Comité central de la SIA, rédigeait un *Catalogue des tunnels*. Au total, avec celui du CRB: quatre catalogues qui touchent pour l'essentiel à des domaines différents, mais qui décrivent

tout de même une quantité d'ouvrages qui se retrouvent dans chacun des catalogues. Or, ces ouvrages n'y sont pas décrits d'une façon identique, et ne possèdent pas une numérotation commune.

On pourrait regretter que d'emblée le génie civil et l'architecture n'aient pas uni leurs efforts au départ pour coordonner leurs activités. Cela aurait signifié un retard de plusieurs années dans l'introduction des catalogues. Mais il est vrai qu'il serait souhaitable que l'on en arrive à un catalogue intégré, c'est-à-dire que les quatre catalogues pourraient continuer à exister, mais leur système de numérotation et leur rédaction se soumettraient à une discipline commune, de telle sorte que les mêmes ouvrages figureraient dans les divers catalogues sous les mêmes numéros et dans la même teneur.

Ce sera la *deuxième génération* du catalogue. On y travaille; c'est l'un des buts d'activité à longue échéance du CRB.

C. G.

à l'aide de trois critères simples qui sont la population, la répartition socio-professionnelle et le revenu par tête. Ainsi, le canton de Fribourg a une densité démographique (95 habitants au kilomètre carré en 1960) inférieure à la moyenne nationale (131); de tous les Etats confédérés du Moyen-Pays, il était le seul, lors du dernier recensement fédéral, à ne pas atteindre cent habitants au kilomètre carré. Pourtant, cette donnée ne résulte pas du mouvement naturel, qui est marqué par un excédent (10,5 ‰ en 1966) supérieur à la moyenne suisse (9 ‰) et nettement plus fort que ceux des cantons voisins (Vaud: 5,1 ‰; Berne: 7,7 ‰)<sup>3</sup>. Elle reflète au contraire le poids de l'émigration, qui, de 1950 à 1960, par exemple, a enlevé plus de 14 000 Fribourgeois à leur canton. La répartition socio-professionnelle traduit aussi la faiblesse économique fribourgeoise. En 1965, 26,9 ‰ de la population<sup>4</sup> active du canton relevait encore du secteur primaire, alors que ce rapport n'était plus que de 9,95 ‰ pour l'ensemble de la Suisse. Bien sûr, une évolution notoire s'était déjà manifestée en la matière, puisque, en 1950 encore, près de 40 ‰ des Fribourgeois dépendaient de l'agriculture. Mais, les emplois nouveaux dans le secondaire et dans le tertiaire n'ont pas été en nombre suffisant pour occuper tous les bras libérés par la rationalisation indispensable du primaire et pour retenir la main-d'œuvre issue de l'accroissement naturel. Un chiffre est d'ailleurs à cet égard probant: en 1965, la quantité de postes de travail offerts par l'ensemble de l'économie fribourgeoise a été inférieure de 1600 unités à celle de 1939. Quant au revenu par tête, les calculs récents l'estiment pour Fribourg à 85 ‰ de celui du Suisse moyen.<sup>5</sup>

L'aménagement du territoire est indéniablement appelé à jouer un rôle appréciable dans la correction des retards économiques régionaux. A ce propos, il doit tenir compte de deux forces opposées<sup>6</sup>, qui poussent l'une à la décentralisation, l'autre à la centralisation:

– d'une part, la moitié des 3000 communes suisses sont en régression et la sauvegarde des intérêts de toutes ces localités demanderait une politique de décentralisation très poussée. On pourrait ainsi peut-être obtenir, par des interventions publiques fort coûteuses, une répartition sensiblement égale du produit social dans tout le pays. On donnerait satisfaction par là à ceux qui craignent, à juste titre, pour la survie de beaucoup de communes, spécialement dans les zones de montagne. Le risque a déjà été évoqué que la Suisse ne comportera plus, dans quelques décennies, qu'une vaste conurbation sur le

Plateau et quelques centres touristiques dans les Alpes. Bref, on comprend qu'une certaine conception de l'aménagement du territoire réclame une action énergique, propre à enrayer rapidement le processus de disparition des communes;

– d'autre part, l'exercice rationnel des activités économiques requiert aujourd'hui des regroupements dans l'espace. Les industries tirent par exemple profit de leur proximité réciproque: c'est ce qu'on appelle les économies externes. Les commerçants recherchent aussi le voisinage d'autres commerçants: ils escomptent par là une infrastructure favorable à leurs affaires et ils savent bien que les consommateurs apprécient de pouvoir grouper leurs achats et d'avoir la faculté de comparer les différents choix. Même l'agriculture gagnerait à s'organiser en grandes exploitations dans les seules régions fertiles et à abandonner la zone de montagne. En conséquence, la centralisation est un moyen d'assurer un accroissement global maximum du produit national. L'aménagement du territoire ne devrait-il pas alors suivre cette tendance et s'accommoder de la persistance d'écarts régionaux accusés du revenu par tête ainsi que de l'abandon de certaines portions de l'espace national?

L'alternative paraît donc se poser entre

– la décentralisation, l'égalité économique, mais un bien-être national moins grand et  
– la centralisation, l'inégalité économique, mais une opulence globale maximum.

A vrai dire, la solution n'est pas dans ces issues extrêmes. Elle réside dans un choix intermédiaire. Toutes les communes menacées ne peuvent pas être sauvées de la régression. Par ailleurs, n'importe quelle concentration spatiale n'est pas tolérable, mais un certain degré d'agglomération seulement et avec une bonne répartition des centres entre les diverses régions du pays. Plutôt qu'une hypothétique et ruineuse égalité complète entre tous les points, il faut choisir un équilibre satisfaisant entre les régions.

Cette formule médiane a un double avantage:

– d'abord, elle épargne les charges onéreuses liées au maintien artificiel de certaines formes d'activités là où leur existence est condamnée. Il n'est pas indiqué, par exemple, de subventionner des exploitations agricoles trop petites, les revenus y demeurent, malgré tout, bas et les conditions de travail difficiles, ce qui incite précisément à la désertion générale de la terre. Il est raisonnable d'accepter que des communes ne comptent à l'avenir

qu'un nombre encore plus restreint d'agriculteurs, mais que ces exploitants gagnent mieux leur vie, même si ces communes disparaissent comme entités administratives autonomes. Le canton de Fribourg, dont 114 des 283 communes réunissaient en 1968 moins de deux cents habitants, n'échappera pas à de nombreux regroupements communaux;

– ensuite, il est économique de mettre une limite à la concentration. En effet, si l'agglomération dans l'espace est profitable à certains égards, ses avantages ne sont pas illimités. A partir d'une dimension donnée, les grandes villes présentent des inconvénients de coûts croissants. Ainsi, les experts français ont calculé, en 1969, que la dépense d'installation d'un ménage était de 60 % plus élevée dans la région parisienne que dans une ville de province. Ils ont observé aussi que trois millions d'heures étaient perdues chaque jour en déplacements par la population active de la région parisienne<sup>7</sup>. En général, on vérifie une courbe en forme de U, c'est-à-dire que les coûts par habitant décroissent jusqu'à une certaine dimension urbaine, puis qu'ils augmentent. Pour la Suisse, il n'est donc pas rationnel, par exemple, de laisser croître trop l'agglomération zurichoise. Des auteurs penchent pour un optimum urbain à 300 000 âmes déjà<sup>8</sup>. L'aménagement du territoire doit dès lors mettre un frein aux concentrations démesurées et susciter de nouveaux centres forts dans les régions moins développées du pays. C'est bien dans cet esprit que sont créées les nouvelles villes britanniques.

Pour les zones économiques en retard, une telle conception pondérée de l'équilibre spatial est d'un haut intérêt. Elle conduit à leur assurer en principe la présence d'un grand pôle, dont le développement sera systématiquement soutenu pour corriger la disparité avec les régions les plus avancées du pays. Mais, pour Fribourg, l'aménagement du territoire ne garantit pas encore cet élément. Le risque réside surtout dans la méthode utilisée au niveau national pour rétablir les prévisions de l'évolution régionale en Suisse. Ainsi, le simple prolongement linéaire du passé, qui peut être satisfaisant pour certaines parties du pays, est en vérité inapplicable dans le cas du canton de Fribourg. Par exemple, une extrapolation reposant sur les deux seuls critères de l'augmentation moyenne de la population durant la période 1950–1960 et sur le nombre des nuitées touristiques porte à ne prévoir presque aucun développement fribourgeois futur. On obtient alors des priorités dérisoires pour l'aménagement

et cela même pour la commune de Fribourg. Les Fribourgeois ne font donc pas preuve d'étroitesse d'esprit lorsqu'ils revendiquent un classement plus satisfaisant. Ce dernier assurera un échelonnement temporel convenable des travaux d'aménagement dans le canton et une part équitable des subventions fédérales. Bien sûr, l'aménagement du territoire n'est pas une panacée. Il fournit simplement un cadre propice, dont il appartient finalement aux habitants de tirer profit pour promouvoir le grand pôle économique destiné à écarter la précarité de leur avenir. Mais, dans la compétition très inégale où elles sont entraînées, les régions en retard ne peuvent se passer d'aucun élément propre à améliorer leur lendemain.

#### L'aménagement d'une région en retard

Les régions économiques en retard sont elles-mêmes affectées de déséquilibres internes qui vont en s'aggravant. L'aménagement du territoire est aussi appelé à s'en préoccuper. Là encore, le cas du canton de Fribourg est instructif. Au niveau de la population, on remarque par exemple que l'agglomération fribourgeoise<sup>9</sup> réunit actuellement quelque 50 000 âmes, soit 30 % des habitants du canton, alors qu'elle n'en regroupait que 33 000, c'est-à-dire 20 %, en 1950. Le revenu par tête accuse aussi des écarts sensibles: une enquête relative à 1950, conduite sur la base des données fiscales, indique par exemple que le revenu moyen en Haute-Gruyère était de 22 % inférieur à celui de la ville de Fribourg<sup>10</sup>. Une étude d'après les indications de l'impôt fédéral pour la défense nationale (XI<sup>e</sup> période) démontre que les revenus étaient en moyenne plus élevés en 1961–1962 dans les districts de la Sarine et du Lac que dans les cinq autres circonscriptions administratives du canton<sup>11</sup>.

Ce qui a été exposé au plan national se retrouve à celui du canton. Beaucoup de communes fribourgeoises<sup>12</sup> sont maintenant trop petites pour connaître isolément l'expansion. Prenons l'exemple d'une localité de 150 habitants environ, ce qui correspondait, en 1960, aux cas de Villarselle-Gibloux (153 âmes), de Rueyres-Treyfayes (163), d'Autavaux (158) ou d'Estévenens (154). Une telle population permet de compter sur soixante personnes actives environ. Or, l'agriculture, même rationnellement conduite, réclame une partie de ses bras; les spécialistes estiment à vingt-sept personnes. Il faut en outre retenir quelques emplois tertiaires (clergé, instituteur, postier, épicerie<sup>13</sup>), qu'on fixera à trois<sup>14</sup>. Il reste donc théoriquement à occuper trente personnes. Mais, plusieurs de ces habitants

sont déjà employés comme pendulaires en dehors de la commune. Les enquêtes prouvent que, dans de nombreux cas, ces personnes ne sont pas prêtes à renoncer à un poste sûr à l'extérieur pour venir travailler dans une nouvelle entreprise, au départ forcément moins bien assise, créée éventuellement dans la commune. Ces pendulaires font valoir que leur labeur actuel leur plaît et qu'ils ne veulent pas perdre certains avantages sociaux (caisse de retraite, par exemple). Admettons finalement que, dans une hypothèse optimiste, vingt personnes soient disposées à accepter un emploi industriel dans la commune. Interviennent alors les goûts de ces travailleurs, qui ne sont pas tous les mêmes, ce qui conduit à affirmer que, pour l'activité industrielle la mieux choisie, moins de quinze habitants de la localité sont candidats, dont plusieurs seront peu aptes au travail offert<sup>15</sup>. Il faut bien reconnaître qu'un chiffre si restreint de main-d'œuvre n'est pas à même d'attirer une entreprise dans la commune en question, puisque, de l'avis général, le premier critère de localisation industrielle est aujourd'hui celui d'une importante réserve de travail. Par ailleurs, si, contre toutes probabilités, une industrie s'implantait tout de même, la petite dimension qu'impliqueraient les forces locales disponibles risquerait de placer d'emblée cette entreprise en mauvaise posture. Les ouvriers seraient en outre dans la position inconfortable résultant de la présence sur place d'un unique employeur. Au total, il est donc bien clair que, pour tout un groupe de communes trop petites, l'aménagement du territoire ne peut plus trouver dans les régions en retard une solution au sein d'un cadre strictement local.

Mais, parallèlement à l'apparition de certains vides, la tendance à l'agglomération se manifeste aussi dans les régions économiques moins développées. Le phénomène y revêt évidemment des proportions plus modestes qu'au niveau national. Pour le canton de Fribourg, outre le cas déjà évoqué de l'agglomération fribourgeoise, il est significatif que les communes de plus de 2500 âmes deviennent plus nombreuses: de quatre qu'elles étaient en 1941, elles ont passé à dix à la fin de 1968. Avec ce mouvement de concentration spatiale, un triangle d'expansion et trois pôles secondaires se sont révélés en terre fribourgeoise: – le triangle d'expansion est celui de Morat–Grand-Fribourg–Flamatt. Il regroupe actuellement plus de 45 % de la population du canton et plus de la moitié des ouvriers de fabrique. Il a des points particulièrement forts dans l'agglomération fribourgeoise et à Morat, mais aussi dans

une certaine mesure le long des voies ferrées de Fribourg à Berne (Guin, Schmiten, Flamatt) et de Fribourg à Morat (Givisiez, Belfaux, Courtepin). Des accroissements importants du chiffre de la population y ont été enregistrés durant la période 1950–1968<sup>16</sup>: 35 % à Fribourg, 45 % à Givisiez, 150 % à Granges-Paccot, 125 % à Marly-le-Grand, 330 % à Marly-le-Petit, 130 % à Courtepin, 160 % à Courtaman, 60 % à Courgevans, 40 % à Morat, 60 % à Wunnawil;

– les trois pôles secondaires sont ceux de Bulle, d'Estavayer-le-Lac et, pour une moindre part, de Romont. Pour les communes de Bulle et de la Tour-de-Trême, l'augmentation de la population a été de 40% entre 1950 et 1968, alors que l'accroissement moyen n'était que de 4 % pour le district de la Gruyère dans son ensemble. Estavayer-le-Lac a augmenté durant la même période de 25 % (district de la Broye: – 6 %) et Romont de 10 % (district de la Glâne: – 14 %).

Ainsi, au sein d'une région faible, l'aménagement du territoire doit tenir compte – comme au niveau national – de communes en voie de régression et de zones de concentration. Cependant, pour l'organisation d'un espace cantonal en retard – tel celui de Fribourg – on ne peut pas choisir une solution intermédiaire semblable à celle qui a été préconisée pour l'aménagement national. Deux raisons expliquent qu'il convient d'encourager plutôt la concentration. Examinons-les dans le cas du canton de Fribourg:

– d'abord, les localités urbaines fribourgeoises sont loin d'atteindre le seuil des coûts croissants. Au contraire, le regroupement de la population y offrira pendant longtemps encore des possibilités d'économies. Certes, dans le cas de l'agglomération fribourgeoise, il faudra compter avec un déséquilibre progressif entre la commune de Fribourg – dont la population connaît une croissance décélérante à cause de la saturation de l'espace bâti – et la couronne suburbaine, qui croîtra proportionnellement plus rapidement que le noyau. L'organisation d'un Grand-Fribourg est à même de remédier à cette situation et d'éviter que la charge financière de certains services concernant toute l'agglomération ne repose que sur la commune centre. Mais, le Grand-Fribourg lui-même, dont il n'est pas déraisonnable de penser qu'il comptera plus de 80 000 habitants à la fin de ce siècle, ne constituera pas une agglomération urbaine trop vaste;

– ensuite, le canton de Fribourg est en concurrence pour son développement économique avec les autres régions

du Plateau suisse oriental, avec l'agglomération bernoise et avec le croissant lémanique, où la concentration se manifeste plus fortement que chez lui. Le maintien d'une décentralisation exagérée serait un moyen sûr d'affaiblir la position fribourgeoise. Les entreprises industrielles et commerciales ne trouveraient à Fribourg que des conditions inférieures à celles des cantons voisins. Les Fribourgeois eux-mêmes, attirés par des avantages réels ou imaginaires, continueraient à s'expatrier vers les grandes métropoles helvétiques. N'est-ce pas un pénible exemple qu'un district – celui de la Veveyse – soit déjà devenu difficilement développable, parce que sa dimension humaine et la dispersion de sa population ne correspondent pas aux exigences modernes<sup>17</sup>? De 1950 à 1968, la Veveyse a vu le nombre de ses habitants diminuer de 10 %; le recul a été enregistré dans quasi toutes les communes. Il faut éviter la généralisation d'un processus qui porterait la non-viabilité économique des communes aux districts<sup>18</sup>, puis des districts au canton dans son ensemble. Or, l'évolution économique est aujourd'hui rapide. Une option de principe réaliste en faveur d'une concentration spatiale raisonnable de l'économie fribourgeoise s'impose en matière de priorités pour l'aménagement du territoire, même si elle demande malheureusement un sacrifice pour certaines parties du canton. A vouloir traiter tout l'espace fribourgeois sans discriminations, on s'expose à ne rien réussir. Un tel choix ne fait au reste que reprendre, dans un autre domaine, la formule de la «décentralisation concentrée» mise en vigueur lors de l'effort industriel fribourgeois des années 1960. Les distances ne sont pas telles dans le canton pour que le regroupement des activités empêche la résidence des pendulaires dans beaucoup de villages. L'effectif important des véhicules à moteur (plus de 300 pour 1000 habitants) témoigne dans le même sens.

Pour les régions économiques en retard, l'aménagement du territoire offre donc une chance de susciter des conditions plus favorables à l'essor et d'enrayer l'émigration. Mais, cela implique que des priorités soient reconnues à l'intérieur de l'espace moins développé. Pour le canton de Fribourg, quatre grands traits sont à retenir<sup>19</sup>:

1. Le triangle Morat–Fribourg–Flamatt mérite une attention particulière. Par l'avance relative qu'il a déjà acquise, il est apte à enregistrer une expansion plus aisée et plus rapide et d'en faire ensuite profiter le reste du canton. Il procure la meilleure chance de mettre sur pied un grand pôle capable de résister à l'attraction des autres zones

fortes helvétiques et de retenir la main-d'œuvre. La proximité de l'agglomération bernoise peut en outre aider au développement de ce triangle, qui a déjà commencé à bénéficier d'un effet de rejet des activités à l'étroit dans la Ville fédérale. A long terme, l'ouverture éventuelle du canal transhelvétique, voire celle plus problématique encore de l'aéroport de Berne-Ouest, à Rosshäusern, peuvent aussi être des facteurs positifs. Il est urgent que l'aménagement du territoire s'occupe donc de cette zone: le cas de l'agglomération fribourgeoise, actuellement dépourvue d'un plan d'extension industrielle, alors qu'elle offre à cet égard le meilleur attrait du canton, illustre nettement cette affirmation.

2. Les pôles secondaires de Bulle, d'Estavayer-le-Lac et de Romont sont appelés aussi à connaître une expansion qui est nécessaire à l'équilibre du canton. Grâce à l'heureuse initiative de certaines autorités locales, quelques terrains industriels y ont déjà été réservés. L'aménagement du territoire y veillera à un développement harmonieux.

3. Deux zones du canton de Fribourg recèlent des perspectives intéressantes sur le plan touristique: celle des Préalpes (Les Paccots, Moléson, Charmey, lac Noir) et celle des lacs de Neuchâtel et de Morat. L'aménagement du territoire a pour mission d'agir assez tôt pour y maintenir ou y créer les conditions indispensables à ce secteur. L'apport touristique n'est pas négligeable: il fait intervenir un effet multiplicateur très sensible et il sera particulièrement bienvenu dans certaines localités (Les Paccots, par exemple) peu axées sur le développement industriel.

4. Les zones proches des sorties des autoroutes déjà partiellement en construction sont aussi à aménager promptement. Les expériences étrangères enseignent que ces endroits sont menacés par un désordre d'implantations hétéroclites. D'une manière plus générale, il convient d'être très attentif à l'urgence que la prochaine ouverture d'une autoroute confère à l'aménagement d'une région économiquement en retard: les autoroutes favorisent le pendularisme à plus longue distance et le recours à des services plus éloignés. Elles sont donc de nature à accélérer le déversement d'une région faible vers l'extérieur. En revanche, si la région s'affirme avant la mise en fonction de telles artères, elle résiste aux forces centrifuges et devient elle-même un espace d'attraction pour l'extérieur<sup>20</sup>.

## Principes

Cette étude a mis en évidence quelques éléments fondamentaux, dont le rappel peut servir de conclusion :

1. L'aménagement du territoire s'impose autant pour les régions en retard que pour les zones avancées de nos pays industrialisés. A juste titre, notre système d'économie de marché répugne certes à donner plus de poids à l'intervention étatique. Pourtant, en matière d'organisation de l'espace, la nécessité d'une action publique est indiscutable. Il importe simplement de veiller à ne pas conférer aux pouvoirs publics, sous prétexte d'aménagement, plus de compétences qu'ils n'en ont strictement besoin et, en Suisse, à sauvegarder les droits des cantons. Ce n'est pas chose impossible, puisqu'un autre pays libéral et fédératif – les Etats-Unis – l'a réussie.

2. Un bon aménagement national ne doit pas se borner à prévoir l'occupation du sol en fonction du prolongement sommaire des tendances passées du développement économique. Fidèle à son objectif de rééquilibre spatial, il est au contraire amené à agir, afin de promouvoir une saine répartition de la population et de la richesse entre les différentes régions.

3. Si l'aménagement du territoire est une mesure nécessaire et urgente pour les régions économiques en retard, il n'est pas à lui seul une politique suffisante. Les zones moins développées requièrent aussi par exemple une mentalité entreprenante et une bonne formation de leurs habitants, ainsi que des capitaux à investir. Mais la réalisation d'une condition favorable à l'expansion est de nature à faciliter l'avènement des autres.

«Le drame véritable – a écrit Ramuz – est que l'homme n'a plus de taille, étant sans commune mesure avec l'univers matériel, et, sur le plan de la conscience, sans contact avec un monde où il ne la retrouve nulle part<sup>21</sup>.» Le premier devoir de l'aménagiste n'est-il pas d'organiser, dans les régions faibles qui se meurent et dans les zones riches qui déconcertent, un monde vraiment à la dimension de l'homme ?

<sup>1</sup> Cf. J.-F. Gravier, «Paris et le Désert français», Paris 1947.

<sup>2</sup> Cf. Gaston Gaudard, «Les disparités économiques entre cantons», dans «Civitas», Lucerne, janvier 1969.

<sup>3</sup> Annuaire statistique suisse, 1967.

<sup>4</sup> Recensement fédéral des entreprises.

<sup>5</sup> Cf. Georges Fischer, «Das Volkseinkommen der Kantone 1950–1965» dans «Wirtschaft und Recht», 1967, N° 4.

Cf. Alfred Nydegger, «L'aménagement des structures régionales – ses limites et ses possibilités», dans «Bulletin d'information du délégué aux questions conjoncturelles», janvier 1969.

<sup>7</sup> Jean Labasse, «L'Organisation de l'Espace», Hermann, Paris, 1966.

<sup>8</sup> Ph. Pinchemel, A. Vakili, J. Gozzi, «Niveaux optima des Villes», Ceres, Lille, 1959.

<sup>9</sup> C'est-à-dire Fribourg, Givisiez, Granges-Paccot, Marly-le-Grand, Marly-le-Petit, Villars-sur-Glâne.

<sup>10</sup> Cf. Jacques Pasquier, «La Modernisation de l'Agriculture dans la Haute-Gruyère», Saint-Paul, Fribourg, 1964.

<sup>11</sup> Cf. Ch. Chammartin, G. Gaudard, B. Schneider, «Fribourg, Finances et Economie», Saint-Paul, Fribourg, 1967.

<sup>12</sup> D'une manière générale, les communes fribourgeoises de moins de 400 âmes sont en régression.

<sup>13</sup> Piatier compte une épicerie à partir de 150 habitants.

<sup>14</sup> Certains de ces emplois sont exercés pour deux communes à la fois.

<sup>15</sup> Notre exemple suppose en outre qu'il n'existe pas d'artisanat dans la commune. Or, les quatre communes citées au départ employaient en 1960 chacune quatorze personnes dans ce genre d'activités.

<sup>16</sup> Ces chiffres sont approximatifs, parce que les données au 31 décembre 1968 ne sont que de bonnes estimations.

<sup>17</sup> Cf. J.-L. Piveteau, G. Gaudard, J. Pasquier, «La Veveyse fribourgeoise», dans «Geographica helvetica», 1968, N° 2.

<sup>18</sup> Trois districts sont déjà en régression démographique (Glâne, Veveyse, Broye).

<sup>19</sup> Les priorités indiquées ci-après ne signifient aucunement que nous prenions parti contre des développements économiques plus spontanés (industrie ou tourisme) qui pourraient se manifester en d'autres points du canton, ni que le reste du territoire doive être sacrifié à un désordre dans l'occupation du sol.

<sup>20</sup> Par l'énoncé de ces grands traits, nous ne voulons ni préjuger, ni nous opposer aux conclusions des travaux en cours au sein de la Commission consultative cantonale pour l'aménagement du territoire.

<sup>21</sup> C. F. Ramuz, «Taille de l'Homme», Grasset, Paris, 1935.